



HAL
open science

Les Industries d'armement comme vecteurs du développement économique des pays du Tiers-Monde

Jacques Fontanel, José Drumont Saraiva

► **To cite this version:**

Jacques Fontanel, José Drumont Saraiva. Les Industries d'armement comme vecteurs du développement économique des pays du Tiers-Monde. études polémologiques, 1986. hal-02514612

HAL Id: hal-02514612

<https://hal.univ-grenoble-alpes.fr/hal-02514612>

Submitted on 22 Mar 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Les Industries d'armement comme vecteurs du développement économique des pays du Tiers-Monde

Jacques Fontanel, José Drumont Saraiva

Etudes Polémologiques n° 40

Institut Français de Polémologie

Résumé : Contrairement aux thèses dominantes sur le sujet, les effets négatifs de l'impact des industries d'armement autochtone et surtout autonome sur l'économie nationale des pays du Tiers Monde l'emportent largement sur les avantages retirés en termes de savoir-faire, d'industries industrialisantes et d'autonomie. Toute indépendance des pays en développement par ce secteur clé reste illusoire devant le quasi monopole de la recherche-développement dans les pays développés ou les pays de très grande dimension. Les effets d'entraînement escomptés sont d'autant plus faibles que l'économie des pays du Sud sont trop souvent « désarticulées ».

Summary: Contrary to the dominant theses on the subject, the negative effects of the impact of the indigenous and especially autonomous armaments industries on the national economy of the Third World countries far outweigh the advantages obtained in terms of know-how , industrializing industries and autonomy. Any independence of developing countries by this key sector remains illusory in the face of the virtual monopoly of research and development in developed countries or very large countries. The expected ripple effects are all the weaker since the economies of the countries of the South are too often "dislocated".

L'industrie de l'armement peut être définie stricto sensu comme l'ensemble des activités industrielles ayant pour fonction la fabrication et la vente des armes. Cette définition est, a priori, satisfaisante, mais lorsque l'analyste souhaite identifier et délimiter son contenu exact, les difficultés s'amoncellent. Pour que l'on puisse aisément déterminer le domaine précis du secteur de l'armement, trois conditions devraient être satisfaites :

1) Il existe une spécialisation des entreprises en matière de production des armes. Or, généralement, les firmes fournissent à la fois des biens militaires et des biens civils, et l'imputation des coûts ou des ventes ne se calcule pas selon ce critère d'évaluation. Il en résulte des informations statistiques insuffisantes pour l'économiste désireux de comprendre l'importance de l'industrie d'armement dans un pays.

2) Les produits sont, par nature, ou militaires ou civils. Or, de nombreux matériels ne deviennent armes (et donc appartiennent à l'industrie d'armement) qu'en fonction de

(*) Attachés de Recherche au C.E.D.S.I., Université de Grenoble.

leur acheteur ou de leur utilisation réelle. Ainsi en est-il, par exemple, des hélicoptères qui peuvent être à la fois civils et militaires.

3) Le secteur doit avoir une certaine homogénéité industrielle. Or, il comprend des branches de l'économie aussi variées que le nucléaire, la construction navale ou l'aéronautique, la métallurgie ou le textile. Cette hétérogénéité devrait conduire à parler plutôt des industries d'armement ou du potentiel de ces industries d'armement.

Autrement dit, l'industrie d'armement se définit par rapport à l'objectif de défense. Généralement, elle comprend l'ensemble des produits dont le but est la destruction ou la préparation à la destruction. En ce sens, l'industrie d'armement mérite d'exister en tant que concept, mais il faut reconnaître qu'elle mériterait de plus amples développements, notamment en relation avec l'arme économique. Nous retiendrons donc cette définition utilitariste de l'industrie d'armement.

Les industries d'armement sont principalement localisées dans les pays développés, mais depuis une dizaine d'années de nouveaux producteurs et exportateurs d'armes apparaissent sur les marchés nationaux et internationaux. Il est remarquable de constater que de nombreux pays en voie de développement sont concernés par cette évolution. Le Brésil vend des avions à la France, et Israël exporte des matériels aéronautiques et des pistolets à la République Fédérale d'Allemagne. Si les quatre grands producteurs d'armement (USA, URSS, Royaume-Uni, France) dominent encore largement le marché, ils sont maintenant concurrencés à la fois par des pays développés (République Fédérale d'Allemagne, Japon, et Italie) et par les pays du Tiers-Monde, qui réduisent d'autant leurs propres importations (Tableau n° 1).

Tableau 1
PART DES BESOINS COUVERTS PAR LA PRODUCTION NATIONALE
DE QUELQUES PAYS DU TIERS-MONDE EN 1984

Pays	%
Inde	40
Brésil	40
Israël	30
Taiwan	20
Corée du Nord	20
Afrique du Sud	20
Corée du Sud	10

L'essor des industries d'armement dans le Tiers-Monde est considérable, même si la production actuelle n'excède pas 2 % de la production mondiale (1). Cependant, on voit apparaître des accords de coopération industrielle entre les pays du Tiers-Monde, notamment la fabrication d'avions légers brésiliens, ou de moyens de transports israéliens au Mexique. L'industrie d'armement est au seuil de nouvelles mutations, dont les contours ne seront dessinés qu'après les réponses nationales multiples données à la crise économique internationale.

Les économistes n'ont pas une analyse incontournable de l'intérêt économique de cette évolution. Si Subrahmaniam (2) ou Whynes (3) suggèrent que l'industrie militaire peut avoir des incidences positives sur le développement économique des pays du Tiers-Monde, cette conception est clairement réfutée par Deger (4) ou Fontanel et Saraiva (5). Quel est le statut théorique de la politique industrielle des pays du Tiers-Monde en matière d'armement ?

L'industrialisation s'avère un facteur essentiel du développement économique contemporain. La question est donc de savoir si l'industrie d'armement, avec ses différentes composantes, est susceptible de favoriser l'émergence des phénomènes cumulatifs et structurels indispensables au développement économique. Si les forces militaires suggèrent toujours que les industries militaires ont d'abord pour vocation la sécurité et l'indépendance nationales, les hommes politiques aiment à y ajouter une dimension économique, allant jusqu'à affirmer leur intérêt primordial dans la lutte contre la crise économique. Dans ce contexte, on ne parle plus du « beurre ou du canon », mais bien du canon, pour avoir, plus tard, le beurre. C'est ce que les grandes puissances du XIX^e siècle affirmaient déjà en leur temps, mais leurs objectifs étaient bien d'obtenir le beurre grâce à l'utilisation militaire du canon. Maintenant, il serait donc possible d'avoir le beurre et le canon, sans que ce dernier ne tonne, ni même qu'il se dissuade. Bien sûr, les arguments en faveur de la création de l'activité industrielle d'armement ne sont pas négligeables, au moins à court et moyen termes, notamment grâce à l'essor des contrats publics, à la diffusion des nouvelles technologies, à l'amélioration de la qualité de la main-d'œuvre, ou à l'épargne de devises rares. Les grandes

théories économiques n'ont pas toujours insisté sur le problème de la nature industrialisante de l'effort productif de l'armement, mais elles n'ont jamais négligé d'aborder ce thème. En revanche, il existe déjà des théories plus ou moins développées mettant directement en évidence le rôle spécifique des industries d'armement dans le développement des économies du Tiers-Monde : la théorie de l'import substitution, le cycle de produits, l'extraversion des économies du Tiers-Monde, la croissance équilibrée, la croissance déséquilibrée, et la théorie des pôles de développement (6). Mais ces théories tendent généralement à condamner, sur l'autel économique, le couple industrie militaire-développement économique. Du fait de l'hétérogénéité des industries d'armement, il n'est pas aisé de définir une réflexion théorique généralisable à l'ensemble des activités et pays concernés. C'est pourquoi il nous paraît nécessaire de réfléchir à la nature même de l'industrie d'armement, pour mieux concevoir son impact sur le développement économique des pays du Tiers-Monde.

Les Etats ayant droit de regard sur toute la production d'armes, trois motifs particuliers sont généralement avancés pour justifier la création d'une industrie d'armement : les besoins de la sécurité nationale, l'indépendance économique, l'industrialisation nécessaire au développement économique.

I — LE BESOIN DE SÉCURITÉ NATIONALE

La perception de menaces multiples, concernant la sécurité nationale, justifie généralement l'essor des industries d'armement. Les pays isolés (Afrique du Sud) ou menacés (Israël) souhaitent réduire leur dépendance militaire à l'égard des grandes puissances qu'ils accusent parfois de collusion à leur détriment, surtout en situation de conflit avec leurs voisins. C'est ainsi que l'Inde a accéléré l'essor de sa production d'armes pendant la guerre Sino-indienne, et que le Pakistan et la Corée du Sud s'engagent dans le même processus face à la menace que les pays limitrophes font peser sur leur sécurité. D'autres pays (Brésil pour l'Amérique Latine ou Egypte pour les pays arabes) souhaitent affermir ou maintenir leur puissance régionale, en utilisant, notamment, des armes nationalement produites, de façon à réduire les effets éventuels d'un embargo décidé par les grandes puissances. D'une certaine manière, la proliféra-

tion de la production d'armes peut aussi être interprétée comme une forme particulière de désintégration progressive des puissances économiques et politiques hégémoniques. En tout cas, elle est le signe d'une érosion de la confiance à l'égard des grandes puissances. En outre, les chances de baser la doctrine militaire sur les matériels d'armement nationaux dépendent évidemment de la situation stratégique régionale, de l'existence immédiate de menaces, et de l'ambition sécuritaire revendiquée par les gouvernements. En fait, aucun pays en voie de développement ne peut se targuer de disposer des matériels nécessaires à une autonomie raisonnable de sa stratégie.

La production d'armes est donc un facteur de sécurité nationale, si l'on veut bien admettre notamment que, seuls, les matériels militaires permettent d'améliorer la sécurité, que les armes nationales sont capables de remplir les fonctions autrefois accomplies par les armements importés et qu'elles n'affaiblissent pas, à terme, le potentiel économique de la Nation. Le choix entre la production et l'importation d'armes se pose à tous les pays avec une certaine acuité, et il est probable qu'à court terme, dans une situation de marasme économique, il est préférable d'acheter plutôt que de produire (7). Depuis l'abaissement du prix du pétrole, le marché des armes connaît une surproduction importante. Les producteurs se livrent à une féroce compétition qui semble, au moins à court terme, favoriser les acheteurs. Dans ces conditions, les pays producteurs en voie de développement se trouvent dans une situation économique critique, surtout s'ils espéraient des retombées économiques importantes de leurs investissements dans le secteur militaire. On constate que les pays, qui ont une industrie d'armement solide, importent des matériels militaires (Tableau n° 2), que les principaux producteurs sont aussi les principaux importateurs ; ainsi les divergences dans les classements s'expliquent aisément par les tensions et les menaces qui pèsent sur certains pays, du fait de leurs situations géo-stratégiques.

Les pays en voie de développement n'ont pas encore la possibilité de produire les matériels sophistiqués susceptibles de fonder une stratégie « tous azimuts », ou même de se protéger contre des voisins importateurs d'armes puissantes. Si les pays du Tiers-Monde font appel aux entreprises multinationales pour tout ou partie de leur production, elles perdent en même temps leur indépendance. Enfin, si au lieu des effets de complémentarité, l'industrie d'armement provoque des substitutions d'activités civiles en activités militai-

Tableau 2

CLASSEMENT DES PAYS EN FONCTION DE LEURS PRODUCTIONS
ET DE LEURS IMPORTATIONS D'ARMES A LA FIN DES ANNEES 1970 (8)

Pays	Production	Importations
Israël	1	1
Inde	2	2
Brésil	3	10
Yougoslavie	4	11
Afrique du Sud	5	13
Argentine	6	6
Taiwan	7	5
Corée du Sud	8	3
Philippines	9	14
Turquie	10	6
Indonésie	11	9
Égypte	12	4
Corée du Nord	13	12
Pakistan	14	6
Singapour	15	15

res, l'économie nationale peut s'en trouver plus ou moins rapidement affaiblie, et, de ce fait, la sécurité du lendemain n'est plus assurée au niveau qui est supposé être le sien à court terme. Ce n'est pas parce que l'on développe une industrie que l'on accélère le développement économique et que l'on assure la sécurité du pays (qui est conditionnée en grande partie par ce développement économique). Si cette production réduit effectivement les potentialités de développement, elle gêne l'amélioration progressive de la sécurité des pays du Tiers-Monde.

Les pays en voie de développement n'ont pas encore la possibilité de l'autarcie et de la stratégie indépendante, sauf en période de paix ou de faibles menaces des voisins. En situation de conflits larvés, tous les pays sont alors importateurs. La question de la relation entre la sécurité nationale et l'existence d'une industrie d'armement mérite donc des études cas par cas. C'est une politique qui rappelle celle du « fil de rasoir ». S'il est compréhensible que les Etats cherchent à avoir une certaine autonomie de production des moyens qui assurent leur sécurité, ils doivent en même temps éviter de compromettre la substituabilité des matériels civils par des matériels militaires. S'il s'agit de limiter la production agricole pour fabriquer des armes, alors une autre forme d'insécurité apparaîtra, plus profonde peut-être pour des pays au fragile équilibre économique de subsistance. Dans ces conditions, la sécurité n'est pas favorisée par l'industrie d'armement, au contraire, cette dernière

compromet une de ses dimensions fondamentales, à savoir la capacité d'autosubsistance. Le choix dépend des conditions économiques et stratégiques du pays, mais aussi de la préférence du gouvernement pour le présent ou l'avenir.

II – L'INDÉPENDANCE ÉCONOMIQUE

A moins d'accepter un système de défense rustre, l'indépendance économique des industries d'armement est impossible à atteindre, compte tenu de la complexité des armes et des achats de composants sophistiqués. Le marché des armes est nationalement monopsonique, et l'Etat peut effectivement protéger son industrie militaire. Cela ne veut pas dire pour autant que ses armes seront compétitives et qu'elles assureront sa sécurité face à la menace étrangère. L'homme de science dicte souvent ses règles et ses lois au militaire. Les producteurs d'armes sont condamnés à lutter contre l'obsolescence rapide des matériels, et le coût de la Recherche/Développement (R. & D.) est considérable (plus de 25 % du coût d'un avion militaire, contre 3 % seulement pour le prix d'une automobile). La technologie militaire, du fait de sa complexité, nécessite un personnel qualifié, des processus de production longs et coûteux, une concentration des entreprises. C'est pourquoi l'indépendance de l'approvisionnement des matériels n'est possible que si les ambitions en matière de sécurité sont extrêmement réduites, ou si l'urgence des menaces donne au facteur militaire le premier rang des priorités, par exemple sur un marché international des armes, bloqué par un embargo. En fait, l'indépendance économique implique la maîtrise, surtout en matière de recherche-développement, de secteurs technologiquement très avancés comme l'électronique, la construction aéronautique ou la métallurgie, nécessitant un personnel hautement qualifié. C'est pourquoi la plupart des pays en voie de développement recourent aux grandes entreprises multinationales, au niveau de la production, de la coproduction ou de la vente de licences (Tableau n° 3).

Les pays semi-industrialisés procèdent souvent au montage des matériels militaires avec le concours d'une assistance technique étrangère. Ils réalisent fréquemment des produits nationaux, soit par une copie pure et simple de certains matériels, soit par des assemblages particuliers de composants de provenances diverses.

Tableau 3

PRODUCTIONS D'ARMEMENT SOUS LICENCE DES PAYS DU TIERS-MONDE (9)

Pays	Types d'arme	Pays d'origine
Afrique du Sud	Navires	Israël
Algérie	Navires	Royaume-Uni, Bulgarie
Argentine	Avions	USA
	Véhicules blindés	France, RFA
	Missiles	RFA
	Navires	RFA
Brésil	Avions	Italie, France
	Missiles	RFA, Royaume-Uni
Chili	Avions	USA
	Véhicules blindés	Suisse
	Navires	France, USA
Corée du Nord	Avions	URSS
Corée du Sud	Avions	USA
	Véhicules blindés	USA, Italie
	Navires	USA
Égypte	Avions	France, Brésil, Espagne,
	Missiles	Royaume-Uni
Inde	Avions	RFA, Royaume-Uni
	Véhicules blindés	URSS, France
	Missiles	URSS, France
	Navires	RFA
Indonésie	Avions	France, RFA, Espagne, USA
	Navires	RFA
Israël	Avions	USA
	Navires	USA
Madagascar	Navires	Corée du Sud
Mexique	Navires	Royaume-Uni
Nigéria	Véhicules blindés	Autriche
Pakistan	Avions	Suède
	Navires	Royaume-Uni
Pérou	Navires	Italie
Philippines	Avions	Royaume-Uni, RFA
Singapour	Navires	RFA
Taiwan	Avions	USA
	Missiles	Israël
	Navires	Israël
Thaïlande	Avions	RFA
	Navires	France

Ils cherchent ensuite graduellement à accroître leur autonomie, mais ils ne l'obtiennent que lorsque le produit a perdu une grande partie de sa valeur militaire, du fait du développement rapide de l'obsolescence. Les industries militaires jouent un rôle non négligeable dans l'élargissement du fossé technologique, même si cette règle ne fonctionne pas nécessairement pour les pays développés (Japon ou République Fédérale d'Allemagne). Les firmes transnationales sollicitent les gouvernements pour la fabrication de matériels militaires, avec l'accord de leur gouvernement

d'origine. De ce fait, elles ne fournissent que les matériels qui ne font pas l'objet d'un secret militaire. Dans ce cas, les pays doivent s'interroger sur l'utilité d'une fabrication intérieure d'un matériel à obsolescence rapide qu'ils pourraient obtenir parfois à meilleur prix à l'importation.

Dans ces conditions, l'indépendance économique des pays en voie de développement n'a de signification que si le niveau de sécurité requis n'est pas très élevé, ou si les menaces étrangères demeurent très faibles, au moins dans le court terme.

III — DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

L'essor des industries d'armement dans le monde est encore très récent, au moins en temps de paix (10). Pour les pays en voie de développement, le phénomène est encore nouveau et le chercheur n'a pas le recul nécessaire aux conclusions définitives. En faveur de l'effet positif de l'industrie d'armement sur le développement économique, les arguments suivants ont généralement été avancés : diminution des importations, amélioration de la balance des paiements, économie de devises fortes et rares, effets industrialisants, fortes retombées technologiques, amélioration de la formation et de la qualité du capital humain, facteur d'indépendance politique et économique, condition essentielle du développement.

Les retombées de la production militaire ont deux formes essentielles : la création d'une demande effective pour le capital industriel sous-utilisé, et l'essor du progrès technique, qui modifie positivement la fonction de production. Ces arguments ne s'avèrent pas toujours convaincants. Ils sont souvent exprimés à partir des exemples de l'Inde, du Brésil ou de la Chine, dont les dimensions et le poids démographique ne sont évidemment pas comparables aux autres pays en voie de développement. Il est clair que la diversité des producteurs d'armes du Tiers-Monde rend délicate la généralisation des résultats. Il semble probable qu'un pays comme Singapour peut axer son développement, s'il le souhaite, sur la production et la vente d'armes ; une telle potentialité est exclue pour la Chine ou l'Inde. Le Brésil utilise l'industrie d'armement pour développer la demande effective des biens de consommation intermédiaire, et pour favoriser la création d'emplois (11). Les grands pays, disposant d'un marché militaire important, peuvent bénéficier des effets multiplica-

teurs de l'industrialisation du secteur militaire, alors que les petits pays peuvent mener une politique de développement tournée résolument vers l'exportation d'armes standardisées, à des prix défilant la concurrence strictement commerciale. Il y a cependant des effets pervers. Notamment, il existe souvent un divorce entre l'industrie militaire et le secteur civil. Kennedy (12) a mis en évidence le fait que le complexe militaro-industriel entretenait des relations privilégiées avec certains secteurs. Dans le même ordre de pensée, Wulf (13) définit la Base de Production d'Armement Potentielle (BPAP). Notant que la construction d'un indice significatif de ce nouveau concept est difficile à mettre en œuvre, il retient cinq indicateurs (la part de l'industrie en pourcentage du PIB, le volume de la production de la BPAP en pourcentage de la production industrielle, la production totale de la BPAP, le nombre de scientifiques engagés dans la Recherche-Développement, et la force de travail employée par le secteur (BPAP), pour tester le rôle de l'industrie d'armement sur l'ensemble des pays en voie de développement. Les trois premiers critères définissent la base industrielle de la production d'armes, et les deux derniers indiquent les potentialités du capital humain. A partir de ces exemples, Wulf essaie de classer les pays producteurs d'armes du Tiers-Monde, en fonction de leur potentiel industriel et humain (Tableau n° 4, première colonne). Après plusieurs procédures d'agrégation (« Lorenz dominance ou Borda scores »), Saadet DEGER (14) complète cette étude et classe les pays du Tiers-Monde selon les critères de la capacité potentielle des industries de défense (Tableau n° 4).

Mais surtout, Deger et Sen (15) remarquent l'absence de retombées importantes de l'industrie d'armement et des dépenses militaires sur le développement de l'industrie de l'Inde, pays qui apparaît pourtant, a priori, le cas le plus favorable à une liaison étroite entre les secteurs militaires et civils. Il existe une large littérature sur les retombées de l'investissement militaire. En fait, il semble bien que les effets des industries d'armement sont d'autant plus importants qu'ils s'expriment sur des activités ou des firmes engagées simultanément dans des activités civiles. Si l'Inde est un pays exemplaire, en ce sens qu'il dépense des sommes considérables pour la recherche-développement (le pourcentage de la part de la R-D militaire dans la R-D totale de l'Inde est supérieur au pourcentage comparable de l'ensemble des pays de l'OCDE), Deger et Sen (16) échouent pourtant dans leur tentative empirique de mise en évidence de ces retombées. Si Terhal (17) considère que les dépenses de R-D

Tableau 4

CLASSEMENT DE LA CAPACITE ACTUELLE ET POTENTIELLE DES INDUSTRIES D'ARMEMENT DANS LE TIERS-MONDE

Pays	Productions d'armes actuelles (Wulf)	Productions d'armes potentielles (Deger)
Israël	1	6
Inde	2	3
Brésil	3	1
Yougoslavie	4	4
Corée du Sud	5	4
Turquie	6	5
Indonésie	7	15
Égypte	8	11
Pakistan	9	16
Singapour	10	12
Iran	11	9
Colombie	12	14
Portugal	13	8
Grèce	14	10
Vénézuela	15	13
Nigéria	16	17
Chili	17	7

indiennes pourraient contribuer fortement à l'essor d'un fonds commun de connaissances et de formation de la main d'œuvre, notamment pour les activités duales, les retombées actuelles ne sont pas très importantes, compte tenu de la faiblesse des liaisons entre le secteur civil et le secteur militaire. Ayres (18) obtient des résultats similaires pour la Turquie. Les raisons de cette faible interdépendance sont le secret militaire, l'absence sur le marché national des consommations intermédiaires nécessaires à la production des armes, le caractère fortement autarcique des activités de défense du fait de la protection qu'il reçoit des gouvernements, l'insuffisance des aides d'accompagnement aux industries et entreprises nationales susceptibles de fabriquer les consommations intermédiaires importées. Une production d'armement autonome exige de lourds investissements, un tissu industriel déjà performant, une politique de protection du marché intérieur, une étroite collaboration entre l'Etat et les producteurs. En outre, le coût de création d'une industrie d'armement nationale est élevé, du fait des coûts d'opportunité qu'elle fait subir à l'économie entière, en utilisant des ressources rares.

Les coûts de production des matériels militaires sont en général supérieurs à ceux des matériels civils, en raison du caractère bureaucratique de l'organisation du secteur — notamment dans la définition des prix sur un marché mono-

psonique — et de l'objectif de sécurité nationale de la production, qui couvre tous les dérapages budgétaires justifiés par une avance ou un rattrapage technologique. Or, dans les pays en voie de développement, l'intérêt d'une industrie d'armement est constamment réduit du fait de l'insuffisance du niveau technologique nécessaire à toute infrastructure de recherche et de développement. En outre, la compétition sur le marché international des armes devient de plus en plus féroce, et l'importation est souvent moins onéreuse, à niveau de matériels équivalents, que la production nationale. Il existe, certes, toujours le danger de subir un embargo en matière d'armement, mais dans ces conditions, il importe de mettre d'abord en avant l'objectif de la sécurité nationale, de préférence à l'argument du développement économique, pour justifier la production d'armes.

A court terme, l'industrie d'armement nationale ne favorise pas une réduction des dépenses en devises rares. Pour les matériels technologiquement avancés, les pays pauvres doivent acheter des licences, des composants plus ou moins sophistiqués, qui grèvent immédiatement le poste dépense, avant même de dégager une recette éventuelle d'exportation. En outre, il est plus facile d'obtenir des prêts pour l'achat d'un système d'armes, que pour une composante importée d'un produit fabriqué nationalement ; enfin, le prix de l'ensemble d'un avion coûte moins cher que le prix de chaque composante principale achetée séparément. Il en résulte souvent un coût prohibitif des importations nécessaires à la production nationale des matériels d'armement. A court terme, cette situation conduit à une dégradation de la balance commerciale, susceptible de provoquer l'émergence d'effets cumulatifs à la dégradation des termes de l'échange.

A plus long terme, la complémentarité des armes peut conduire à une augmentation progressive d'achats à l'étranger, si le pays ne fabrique qu'une composante du système d'armes. Si le matériel est fabriqué sous licence étrangère, la dépendance, à l'égard du pays d'origine, est alors aussi importante que celle du simple acheteur. Enfin, les programmes militaires requièrent un financement public important, qui provoque parfois un déséquilibre des finances publiques, des effets d'éviction, une inflation, une dévaluation de la monnaie, et un endettement croissant. Selon Christian Schmidt (19), contrairement aux programmes d'armement qui prédisent toujours une réduction du déficit commercial et un désendettement externe comme conséquences attendues de leur réalisation, pour l'Argentine, le Brésil, la Corée du Sud et Israël, cet enchaînement ne s'est

jamais produit. Au contraire, il a conduit plutôt à un accroissement substantiel de l'endettement externe.

En conclusion, cinq arguments principaux nous semblent décisifs pour réfuter l'intérêt économique d'une production nationale des armes dans le Tiers-Monde (20) :

1) Les systèmes d'armes sont très coûteux, et ils doivent être fabriqués en grande série pour réduire le coût unitaire des matériels. L'exportation d'armes apparaît alors souvent comme un impératif, avec la dépendance qu'elle suppose à l'égard d'un marché versatile. Axer une partie de son développement sur ce type d'activité est donc une décision à hauts risques pour un profit relativement limité.

2) Les investissements militaires nécessitent de lourdes dépenses en capital, et une main d'œuvre très qualifiée. Les coûts d'opportunité sont donc très élevés.

3) Les effets industrialisants de l'industrie d'armement seront d'autant plus forts, qu'il existe déjà une infrastructure industrielle capable de faire bénéficier l'économie entière de l'effort ainsi engagé. Dans le cas contraire, les importations nécessaires au fonctionnement de la production d'armes peuvent provoquer des effets pervers cumulatifs, qui réduisent, à court et à long termes, les effets positifs du développement du secteur militaire.

4) La technologie militaire et la technologie civile n'ont pas les mêmes critères d'efficacité. La première est centrée sur la performance technique, la seconde recherche la rentabilité économique. Du fait de ce décalage, les retombées escomptées de l'investissement militaire sont relativement faibles, et toujours dangereuses sous le critère exclusif du profit de l'entreprise bénéficiaire.

5) Le monopole de la R-D, qu'exercent les pays développés, n'est pas menacé par les recherches militaires des pays du Tiers-Monde. Les exemples du Japon et de l'Allemagne des années 70 semblent peu significatifs pour améliorer les potentialités de développement des pays pauvres.

Les pays en voie de développement peuvent promouvoir une industrie d'armement, mais ils doivent savoir que les arguments économiques qu'ils présentent habituellement, pour justifier cette action, ne sont généralement pas crédibles. Bien sûr, ils peuvent essayer de rentabiliser au mieux les nouvelles installations industrielles, notamment en favorisant les productions duales (civiles et militaires), en développant la coopération entre les Etats pauvres, ou en limitant la sophistication coûteuse et faiblement efficace de certains matériels. Cependant, il s'agit plus d'un principe de bonne gestion que d'une justification économique. Il est alors

préférable d'avancer le critère de l'indépendance ou du rejet des dominations, pour démontrer l'intérêt d'une industrie nationale d'armement.

NOTES

(1) Brzoska M. & Ohlson T. : "Arms production in the Third World". SIPRI. Taylor & Francis, London, Philadelphia, 1986, p. 7.

(2) Subrahmanyam K. : "Defence and development". Minerva, Calcutta, 1973.

(3) Whyne D.K. : "The economics of Third World Military Expenditure". The Mac Millan Press Ltd, London, 1979.

(4) Deger S. : "Military expenditure in Third World Countries. The Economics Effects". International Library of Economics. Routledge Economic & Kegan Paul, London, Boston & Henley, 1986.

(5) Fontanel J. & Saraiva J. : « Industries d'armement et développement » in Fontanel & Guilhaudis (ed) : « Désarmement pour le développement ». Arès Défense et sécurité, Grenoble, 1986.

(6) ● Bibliographie, théorie, import, substitution :

- Carranza M.E. "The role of military expenditure in the development process : The Argentina case 1946-1980". *Nordic Journal of Latin American studies*, vol. 12, N° 1-2, pp. 115-166.

- Wulf H. "The structure of the defence industry", in *ball N. & Leitenberd M* (eds). "The structure of the defence industry : an international survey". Croom Helm, London, 1983.

● Cycle des produits :

- Vernon R. : « Les entreprises multinationales ». Editions Calman Levy, 1973.

● Croissance équilibrée :

- Freyssinet J. « Le concept de sous-développement ». Ed. Mouton 1966.

- Myint : "The economics of the developing countries". Hutchinson University Press, 1964.

- Bourguinat : « Economies et déséconomies externes ». *Revue économique*, juillet 1961.

● Croissance déséquilibrée :

- Hirschman O. : "Stratégie of economic development". New Haven, 1959.

- Kennedy G. "The military in the Third World". Duckworth, London, 1974.

- Wulf H. "Arms industry unlimited : the economic impact of the arms sector in developing countries". Paper presented at the 7th world congress of the IEA, Madrid, September 1983.

● Pôle de développement :

- Kuznets S. "driving forces of economic growth : what can we learn from history ?". *Weltwirtschaftliches Archiv*. vol. 116. 1980.

- Perroux F. : « L'économie du XXème siècle ». PUF. Paris, 1961.

- Galbraith : (attribué à) : « La paix indésirable. Rapport sur l'utilité des guerres ». Calmann Levy, 2ème édition française, Paris 1984.

(7) Smith et Fontanel : "Weapons procurement. Domestic production versus imports". in *Bellany* "New technology and conventional weapons". Franck Cass, London, 1986.

(8) Wulf : Op. cit.

(9) Tableau établi à partir des informations fournies par Brzoska et Ohlson, Op. Cit. pp. 305-349.

- (10) Ball N & Leittenberg M. : "The structure of defence industry : an international survey". Croom Helm, London, 1983.
- (11) Saraiva J. : « L'industrie d'armement au Brésil ». Mémoire de D.E.A., Grenoble, 1985.
- (12) Kennedy : Op. Cit.
- (13) Wulf : Op. Cit.
- (14) Deger Saadet : "Military expenditures in Third World countries. The Economic Effects". International Library of Economics. Routledge & Kegan Paul, London, 1986. pp. 165-170.
- (15) Deger S. & Sen S. : "Military expenditure, Spin off and Economic Development". *Journal of Development Economics*. Vol 13, 1983.
- (16) Deger & Sen : Op. Cit.
- (17) Terhal P. : "Guns or grains — macroeconomic costs of indian defence 1960-1970". *Economic and Political Weekly*, Vol. 55, 1981.
- (18) Ayres R. : "Arms production as a form of import-substituting industrialization :The Turkish case". *World Development*. Vol. 11, n° 9, 1983, pp. 813-823.
- (19) Schmidt C. : « Industrie d'armement et endettement dans les pays en voie de développement : les exemples d'Israël, du Brésil, de l'Argentine et de la Corée du Sud ». Congrès international des économistes de défense. Clermont-Ferrand, mai 1984.
- (20) Fontanel J. & Guilhaudis J.F. (eds) : « Le désarmement pour le développement ». Arès, fascicule désarmement et course aux armements. 1986.

Bibliographie

Ayres, R. (1983), Arms production as a form of import-substituting industrialization: The Turkish case, *World Development*, Vol 11(9).

Brzoska, M., Ohlson, T. (1986), Arms production in the Third World, SIPRI, Taylor and Francis, London.

Carranza, M.E. (1982), The role of military expenditure in the development process. The Argentina cas, *Nordic Journal of Latin American studies*, Vol. 12 (1-2).

Colard, D., Guilhaudis, J-F., Fontanel, J. (1981), Le désarmement pour le développement : un pari difficile, Fondation pour les Etudes de Défense Nationale, les Sept Epées, Paris.

Deger, S., Sen, S. (1983), Military expenditure, spin off and Economic development, *Journal of Development Economics*, Vol. 13.

Deger, S. (1986), Military expenditure in Third World Countries. The Economic effects, Routledge & Kegan, London.

Fontanel, J. (1980). Military Expenditure and Economic Growth: France, Morocco. United Nations and CEDSI, Grenoble.

Fontanel, J. (1983), Le militarisme dans la société occidentale, Non-Violence politique, Juillet-Août.

Fontanel, J. (1984), L'économie des armes, La Découverte, Paris.

Fontanel, J., Smith, R. (1985), L'effort économique de défense, ARES, n spécial, Grenoble, Lyon.

Fontanel, J., Smith, R. (1985), Analyse économique des dépenses militaires, Stratégique, Paris.

Fontanel, J., Drumont-Saraiva, J. (1986), Industries d'armement et développement, Arès, Défense et sécurité, Grenoble, Lyon.

Fontanel, J., Guilhaudis, J-F. (1986), Le désarmement pour le développement, Areès, Défense et Sécurité. Galbraith (attribué à) (1984), La paix indé&sirable. Rapport sur l'utilité des guerres, Calmann Levy.

Fontanel, J., Saraiva, J. (1986), Les industries d'armement comme vecteurs du développement économique des pays du Tiers-Monde, *Etudes Polémologiques*, n°430. Paris.

Gansler, J. (1980), The defence industry, MIT Press, Cambridge.

Kaldor, M. (1974), The military in development, *World Development*, 4 June.

Kaldor, M. (1981), The baroque arsenal, Hill & Wang, London.

Kennedy, G. (1974), The military in the Third World, Duckworth, London.

Kidron, M. (1970), Western capitalism since the war, Penguin Book, London

Maddock, I. The commercial exploitation of defence technology, NEDO, London.

Melman, S. (1974), The permanent war economy, Simon & Schuster, New York.

Perroux, F. (1961), L'économie du XXe siècle, PUF, Paris.

Smith, R. (1977), Military expenditure and capitalism, Cambridge Journal of Economics, March.

Smith, R. (1983), Aspects of militarism, Capital and Class.

Smith, R, Smith, D. (1983), The economics of militarism, Pluto Press, London.

Smith, R., Humm, A., Fontanel, J., (1985) The economics of exporting arms, Journal of Peace Research, Norwegian University Press, Oslo, September 1985, (10 pages).

Smith, R., Fontanel, J. (1986), Weapons procurement. Domestic production versus import, in "New technology and conventional weapons, Frank Cass, London.

Subrahmanyam, K. (1973), Defence and Development, Minerva, Calcutta.

Terhal, P. (1981), Guns or grains – macroeconomic costs of indian defence 1960-1970, Economic and Political Weekly, Vol. 55.

Thorsson, I. (1984), In pursuit of Disarmament. Conversion from Military to Civil Production in Sweden, Liber, Stockholm.

Thurow, L. (1981), How to Wreck the Economy, New York Review of Books, May 14.

Varas, A. (1986), Military spending and the Development process, Disarmament, UNO, Autumn.

Vernon, R. (1973), Les entreprises multinationales, Calmann Levy, Paris.

Whynes, D.K. (1979), The economics of Third World Military Expenditures, Mac Millan Press, London.

Wulf, H. (1983), the structure of the defence industry, in Ball and Lietenberg, M., The structure of defence industry, Croom Helm, London.

Wulf, H. (1983), Arms industry unlimited: the economic impact of the armes sector in developing countries, IEA, Madrid, September.